



LE 9 DECEMBRE

Mobilisation
nationale

#ViveAPL

Ensemble pour le logement social, pour un vrai service public!

**SAMEDI 9 DECEMBRE 2017
RASSEMBLEMENT A 14H30
PLACE DE LA PREFECTURE AU MANS**

La CGT a décidé de s'engager auprès du collectif « Vive l'APL » qui regroupe 75 organisations associatives, syndicales, de défense de consommateurs, de bailleurs sociaux, pour défendre le droit au logement social.

Le projet de loi de finances 2018 et la nouvelle loi logement en gestation, à ce jour, prévoient :

- ***Une baisse d'APL de 5 euros déjà effective pour tous les allocataires et une seconde baisse d'APL de 60 euros dans les tiroirs qui sera compensée par les organismes HLM.***
- ***La première a déjà entraînée la suppression de l'APL pour tous ceux passant en dessous de 20 euros, la deuxième porte un coup bas sur les budgets des organismes menaçant l'emploi et les services associés.***
- ***L'augmentation de la TVA à 10% au lieu de 5,50% à l'initiative de l'Union Sociale de l'Habitat.***
- ***1,7 milliards de suppression de crédits pour l'APL rendant encore plus difficile l'accès au logement pour les personnes et ménages les plus en difficulté,***
- ***La suppression de l'APL pour les accédant à la propriété mettant à mal l'accession sociale,***
- ***La création d'un nouveau bail de très courte durée qui prolonge la précarisation des salariés et des étudiants, induite par la loi « travail »***
- ***La « mobilité » imposée pour les résidents du parc HLM***

Alors que le droit à un toit est un droit essentiel à tous, le budget du ministère de la Cohésion des territoires, qui contient principalement le budget dédié au logement (dont 82% sont consacrés à l'accès au logement, soit 13,556 milliards), figure parmi les plus importantes baisses pour 2018. Faisant ainsi, le gouvernement menace le bon entretien des logements, la réhabilitation thermique, la production de nouveaux HLM, l'encadrement humain et les missions sociales des HLM.

Pour se défausser de tout effort budgétaire en faveur du logement social, le gouvernement veut imposer à ACTION LOGEMENT (ex 1 % logement), dans le cadre de la future convention quinquennale, le rachat du patrimoine HLM mis en vente par les organismes afin que ces derniers disposent de ressources compensatrices à la baisse des APL. Alors que Macron fait les poches du logement social et des locataires les plus modestes, le budget de l'Etat 2018 prévoit 7 milliards de cadeaux au titre de l'allègement de l'ISF et de la réforme de la taxation des revenus mobiliers qui ne bénéficieraient qu'à une poignée de foyers les plus riches !

**INDECOSA-CGT et l'Union Départementale CGT appellent
tous les salariés actifs, retraités, les privés d'emploi et
précaires à participer massivement à la mobilisation du
SAMEDI 9 DECEMBRE 2017 !**